



ASSEMBLÉE NATIONALE

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 102

Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public et le secteur municipal

Présentation

**Présenté par
M. Daniel Johnson
Ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique,
président du Conseil du trésor**

**Éditeur officiel du Québec
1993**

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi a pour objet de prolonger de deux ans la durée des conventions collectives des organismes publics et de maintenir, durant cette période, les taux et échelles de salaires ainsi que les primes qui sont en vigueur lors de leur expiration. Il prévoit par ailleurs, à compter du 1^{er} octobre 1993, une réduction de 1 % des dépenses reliées à l'application de ces conventions collectives par l'octroi d'au plus trois jours de congé sans solde aux salariés concernés ou par une autre mesure équivalente. Les parties à une convention collective pourront cependant convenir d'autres moyens afin d'en arriver à un plafonnement ou à une réduction comparables.

Le projet de loi prévoit en outre l'application de mesures analogues aux administrateurs d'État, aux dirigeants et aux membres des organismes publics ainsi qu'aux cadres et autres membres de leur personnel non visés par une convention collective. Il fait de même à l'égard des députés et des professionnels de la santé.

Enfin, le projet de loi rend applicable ce plafonnement de la rémunération et cette réduction des dépenses aux organismes municipaux. Toutefois ces organismes pourront, par résolution, se soustraire à son application.

Projet de loi 102

Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public et le secteur municipal

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

CHAPITRE I

INTERPRÉTATION

1. Pour l'application de la présente loi, sont des organismes publics:

1° le gouvernement, ses ministères et les organismes du gouvernement dont le personnel est nommé ou rémunéré selon la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., chapitre F-3.1.1);

2° les commissions scolaires, les collèges, les établissements, les organismes similaires à une commission scolaire ou assimilés à un établissement et les organismes gouvernementaux visés par la Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic (L.R.Q., chapitre R-8.2), ainsi que les régies régionales de la santé et des services sociaux, les conseils régionaux de la santé et des services sociaux et le Conseil scolaire de l'Île de Montréal;

3° tout autre organisme dont le personnel est rémunéré selon des normes et barèmes qui sont, en vertu de la loi, déterminés par le gouvernement, soumis à l'approbation de celui-ci ou stipulés dans une convention collective négociée et agréée avec l'accord du gouvernement;

4° les établissements d'enseignement de niveau universitaire visés aux paragraphes 1° à 11° de l'article 1 de la Loi sur les établissements d'enseignement de niveau universitaire (L.R.Q., chapitre E-14.1);

5° les établissements d'enseignement agréés aux fins de subventions suivant la Loi sur l'enseignement privé (1992, chapitre 68).

2. Sont assimilés à des organismes publics: l'Assemblée nationale, une personne désignée par celle-ci en vertu d'une loi de même qu'une personne désignée par le gouvernement en vertu d'une loi et dont le personnel est nommé ou rémunéré selon la Loi sur la fonction publique.

Sont également assimilés à des organismes publics les titulaires de permis de service d'ambulance.

3. Sont des organismes municipaux: les municipalités de même que les organismes mandataires des municipalités et les organismes supramunicipaux au sens des articles 18 et 19 de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., chapitre R-9.3).

4. Pour l'application de la présente loi, la date d'expiration d'une convention collective ou d'une entente en vertu de l'article 19 ou de l'article 19.1 de la Loi sur l'assurance-maladie (L.R.Q., chapitre A-29) est la date à laquelle celle-ci prend fin indépendamment de la présente loi et compte tenu, le cas échéant, de l'application de la Loi sur le plafonnement provisoire de la rémunération dans le secteur public (1991, chapitre 41) et de la Loi concernant la prolongation des conventions collectives et la rémunération dans le secteur public (1992, chapitre 39).

En outre, on entend par « convention collective », une convention collective ou ce qui en tient lieu au sens du Code du travail (L.R.Q., chapitre C-27) ou un contrat de travail au sens de la Loi sur le régime syndical applicable à la Sûreté du Québec (L.R.Q., chapitre R-14).

CHAPITRE II

ORGANISMES PUBLICS

SECTION I

PROLONGATION DES CONVENTIONS COLLECTIVES

5. La date d'expiration d'une convention collective liant un organisme public et une association de salariés, en vigueur le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur de la présente loi*), est reportée de deux ans, sous réserve de l'article 7.

Il en est de même d'une première convention collective prenant effet avant la fin de l'année 1995 pour un groupe de salariés d'un organisme public visé par une accréditation.

6. Est également reportée de deux ans la date d'expiration d'une convention collective ayant lié un organisme public et une association de salariés, expirée avant le (*indiquer ici la date de l'entrée en vigueur de la présente loi*) et dont le renouvellement ou le remplacement n'a pas encore été conclu à cette date.

S'il s'agit d'une convention collective visée par la Loi sur le plafonnement provisoire de la rémunération dans le secteur public ou la Loi concernant la prolongation des conventions collectives et la rémunération dans le secteur public dont la date d'expiration n'a pas été reportée par entente conformément à l'une ou l'autre de ces lois, le report de la date d'expiration ainsi que le plafonnement de la rémunération prévus par l'une ou l'autre de ces lois ou les deux, selon le cas, s'appliquent à cette convention à compter de sa date d'expiration originaire et les dispositions de la présente section s'appliquent à compter de la date d'expiration ainsi reportée.

7. La date d'expiration d'une convention collective visée par l'« Entente sur la prolongation jusqu'au 30 juin 1994 des conventions collectives se terminant le 30 juin 1992 » intervenue, entre le gouvernement du Québec et la Centrale de l'enseignement du Québec, le 29 juin 1992 est reportée d'une année.

8. Les taux et échelles de salaires ainsi que les primes en vigueur à la date d'expiration d'une convention collective visée par l'article 5 ou par l'article 6 demeurent en vigueur, sans majoration, pendant la période de prolongation de la convention collective.

9. Dans le cas d'une convention collective visée par l'article 7, les taux et échelles de salaires ainsi que les primes en vigueur le 30 juin 1993 sont maintenus en vigueur, sans majoration, jusqu'à la nouvelle date d'expiration de la convention collective, malgré toute stipulation inconciliable.

10. Les articles 5 à 9 ne s'appliquent pas ou cessent de s'appliquer à des salariés visés par une convention collective lorsque celle-ci comporte une stipulation ayant pour effet de rendre applicable à ces salariés, pour une période d'au moins deux ans à compter de l'année 1993, 1994 ou 1995, un plafonnement comparable à celui résultant de l'application de l'article 8 ou de l'article 9, selon le cas.

Il en est de même pour les salariés visés par une première convention collective et auxquels se sont appliquées, avant la prise

d'effet de cette convention collective, les dispositions des articles 23 ou 24, s'il résulte de l'application de ces dispositions et de celles de la convention collective un plafonnement comparable à celui résultant de l'application de l'article 8 ou de l'article 9.

La durée d'une convention collective visée par le présent article peut être supérieure à trois ans.

11. Dans tous les cas où la date d'expiration d'une convention collective est reportée, la période prévue au paragraphe *d* de l'article 22 et aux articles 73, 111.3 et 111.4 du Code du travail se détermine sur la base de la durée originale de la convention collective.

12. Malgré l'article 61 du Code du travail, une association de salariés ne peut mettre fin à une convention collective dont la date d'expiration a été reportée ni la déclarer non avenue avant sa nouvelle date d'expiration.

13. Lorsque l'association de salariés, liée par une convention collective dont la date d'expiration est reportée par entente, est une nouvelle association accréditée à la suite d'une demande faite entre le deux cent soixante-dixième et le deux cent quarantième jour précédant cette date d'expiration, la convention collective type de cette nouvelle association s'applique à compter du trentième jour suivant la date de l'entente ou suivant la date de la décision d'accréditer si celle-ci est postérieure.

14. Pour la négociation d'une convention collective qui renouvelle ou remplace une convention collective dont la date d'expiration est reportée, la phase de négociation prévue à l'article 111.7 du Code du travail commence le jour suivant celui de sa nouvelle date d'expiration. Les parties peuvent toutefois, par entente, fixer à une autre date le commencement de la phase de négociation.

Pour l'application du Code du travail à la négociation d'une telle convention collective, le jour prévu par le premier alinéa ou fixé par les parties en vertu de celui-ci est considéré être le cent quatre-vingtième jour précédant la date d'expiration et les délais prévus à l'article 111.8 sont calculés en conséquence.

15. Malgré toute stipulation inconciliable, les salariés des organismes publics visés par le paragraphe 1° de l'article 1 et ceux visés au paragraphe 2° de cet article, à l'exclusion des organismes gouvernementaux visés par ce dernier paragraphe, et qui sont membres des comités de négociation ne sont libérés qu'à compter de la nouvelle date où commencera la phase de négociation et les

modalités relatives au maintien du traitement et au nombre de personnes libérées seront alors déterminées par entente entre les parties. Toute stipulation d'une entente en vigueur le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur de la présente loi*) et fixant une date à compter de laquelle les personnes salariées membres des comités de négociations seront libérées est réputée n'avoir jamais produit d'effet.

16. Pour l'application du Code du travail, la grève est prohibée pendant la durée d'une convention collective visée par les articles 5, 6 ou 7 même si elle renferme une clause en permettant la révision par les parties.

SECTION II

RÉDUCTION DU MONTANT DES DÉPENSES AFFÉRENTES À L'APPLICATION DES CONVENTIONS COLLECTIVES

17. Un organisme public doit, afin de réduire de 1 % le montant de ses dépenses afférentes à l'application d'une convention collective, donner, avant le 31 mars 1994 et, par la suite, à chaque période de 12 mois, aux salariés compris dans une unité de négociation, un nombre d'au plus trois jours de congé sans solde déterminé par le gouvernement.

Toutefois un organisme public doit, pour les groupes de salariés que détermine le gouvernement, prendre, en remplacement de l'octroi de congés sans solde, l'une ou l'autre des mesures suivantes selon ce que prescrit le gouvernement :

1° une réduction équivalente du nombre de jours de congés-maladie qui sont crédités, dans la mesure où ils sont remboursables à chaque année, ou une réduction de l'indemnité qui tient lieu de congés-maladie ;

2° la non-rémunération d'un nombre équivalent de congés fériés ou de jours de vacances ;

3° une réduction équivalente de l'indemnité afférente au congé annuel.

18. Les dates et les modalités des congés sans solde ou autres mesures prévues par l'article 17 sont déterminées par chaque organisme public.

L'organisme public doit, le cas échéant, effectuer la réduction de traitement afférente à chaque congé sans solde, congé férié ou jour de vacances à raison d'au plus une journée de traitement par période de paie.

Dans le cas des organismes publics qui dispensent de l'enseignement, les dates de congés sans solde des salariés doivent être déterminées sans réduire le nombre de jours d'enseignement.

19. Pour la mise en oeuvre des dispositions de l'article 17, le gouvernement peut, à l'égard de tout groupe de salariés qu'il détermine :

1° déterminer le nombre de jours de congé sans solde qu'un organisme public doit donner à ses salariés ;

2° prescrire des règles pour la détermination par les organismes publics des dates et des modalités des congés sans solde ;

3° prescrire l'application de l'une ou l'autre des mesures de remplacement prévues par le deuxième alinéa de l'article 17.

20. Les parties à une convention collective peuvent négocier et agréer des stipulations ayant pour effet de réduire d'au moins 1 % le montant annuel des dépenses afférentes à l'application des conditions de travail des salariés, à titre de rémunération et d'avantages sociaux.

Aux fins de la réduction visée par le premier alinéa, dans les secteurs de l'éducation et des affaires sociales auxquels s'applique la Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic, toute stipulation d'une convention collective peut être négociée et agréée à l'échelle nationale ou à l'échelle locale. Dans ce dernier cas, elle est négociée et agréée avec l'approbation, selon le cas, du ministre de l'Éducation, du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science ou du ministre de la Santé et des Services sociaux, dans le cadre d'un mandat autorisé par le Conseil du trésor.

21. Lorsqu'une entente est conclue sur des stipulations ayant pour effet de réaliser la réduction prévue par l'article 20, les stipulations négociées et agréées par les parties remplacent, à l'égard des salariés qu'elles visent, les dispositions des articles 17 à 19.

22. Les articles 17 à 20 s'appliquent malgré toute disposition ou stipulation inconciliable d'une loi ou d'une convention collective.

SECTION III

PERSONNES NON VISÉES PAR UNE CONVENTION COLLECTIVE

§ 1.—*Membres et personnes à l'emploi des organismes publics*

23. Les administrateurs d'État ainsi que les dirigeants et les membres d'organismes publics sont rémunérés, pour la période du 1^{er} juillet 1993 au 30 juin 1995, selon les taux et échelles de salaires ainsi que les primes en vigueur le 30 juin 1993.

Il en est de même de la rémunération des cadres et des autres membres du personnel de la fonction publique non visés par une convention collective.

24. Quiconque est habilité à déterminer les taux et échelles de salaires ainsi que les primes de cadres ou autres membres du personnel d'un organisme public non visés par une convention collective et ne faisant pas partie de la fonction publique doit, pour une période de deux ans à compter de 1993, 1994 ou 1995, fixer ces taux, échelles et primes en appliquant le même plafonnement que celui applicable aux salariés de cet organisme qui sont visés par la section I.

25. Malgré toute disposition inconciliable d'une loi, un organisme public doit appliquer à ses dirigeants, à ses membres, à ses cadres et aux autres membres de son personnel non compris dans une unité de négociation, les mesures prévues par les articles 17 à 19; il en est de même du gouvernement à l'égard des administrateurs d'État.

L'organisme public peut toutefois adopter une autre mesure relative à la rémunération ou aux avantages sociaux des personnes visées au premier alinéa et ayant pour effet de réaliser une réduction équivalente à celle prévue par le premier alinéa. Les dispositions de cet alinéa cessent alors de s'appliquer à ces personnes.

26. Le montant global de la rémunération à verser annuellement aux membres du personnel des cabinets ministériels, des cabinets visés par l'article 124.1 de la Loi sur l'Assemblée nationale (L.R.Q., chapitre A-23.1) et du personnel des députés est réduit de 1 % à compter du 1^{er} juillet 1993 et il ne peut ensuite être majoré pour une période de deux ans.

§ 2.—*Députés*

27. La majoration de l'indemnité annuelle des députés ayant effet à compter du 1^{er} octobre 1993 en application de l'article 16 de la Loi concernant la prolongation des conventions collectives et la rémunération dans le secteur public est supprimée.

§ 3.—*Professionnels de la santé*

28. Dans toute entente en vertu de l'article 19 de la Loi sur l'assurance-maladie (L.R.Q., chapitre A-29) en vigueur le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur de la présente loi*) et dans toute entente qui renouvelle ou remplace une telle entente, les montants des objectifs tarifaires généraux applicables aux médecins spécialistes, aux médecins omnipraticiens et aux optométristes et les tarifs applicables pour la fourniture de services assurés suivant cette loi sont réduits de 1 % à compter du 1^{er} décembre 1993 et ils ne peuvent ensuite être majorés avant le 1^{er} décembre 1995.

29. Les tarifs qui sont applicables aux spécialistes en chirurgie buccale et maxillo-faciale, aux chirurgiens-dentistes et aux pharmaciens propriétaires pour la fourniture de services assurés suivant la Loi sur l'assurance maladie, en vigueur le 30 novembre 1993, sont réduits de 1 % à compter du 1^{er} décembre 1993 et ils ne peuvent ensuite être majorés avant le 1^{er} décembre 1995.

30. S'il estime que les stipulations d'une entente ont pour effet de plafonner la rémunération à verser aux professionnels visés de façon comparable à celle prévue par les articles 28 ou 29 et d'opérer une réduction de coûts équivalente, le président du Conseil du trésor peut en donner acte aux parties. L'article 28 ou l'article 29, selon le cas, ne s'applique pas alors aux professionnels de la santé visés par cette entente.

31. Les taux et échelles de traitements ainsi que les primes en vigueur le 30 novembre 1993 et applicables aux médecins spécialistes, aux médecins omnipraticiens et aux chirurgiens-dentistes pour la fourniture de services assurés suivant la Loi sur l'assurance-maladie, sont maintenus en vigueur, sans majoration, jusqu'au 30 novembre 1995.

Les articles 17 à 22 s'appliquent aux professionnels visés par le premier alinéa qui sont rémunérés selon le mode du salariat ou le mode des honoraires fixes, compte tenu des adaptations nécessaires.

32. Les articles 5, 6, 8 et 10 à 22 s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires, à compter du 1^{er} juillet 1993, à toute entente liant les pharmaciens exerçant dans un établissement, conclue en vertu de l'article 432 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives (1991, chapitre 42) ou en vertu de l'article 3 de la Loi sur l'assurance hospitalisation (L.R.Q., chapitre A-28).

Il en est de même, à compter du 1^{er} janvier 1994, de toute entente liant les résidents en médecine, conclue en vertu de l'article 19.1 de la Loi sur l'assurance maladie.

CHAPITRE III

LES ORGANISMES MUNICIPAUX

SECTION I

PROLONGATION DES CONVENTIONS COLLECTIVES

33. La date d'expiration d'une convention collective liant un organisme municipal et une association de salariés, en vigueur le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur de la présente loi*), est reportée de deux ans.

Il en est de même d'une première convention collective prenant effet avant la fin de 1995 pour un groupe de salariés d'un organisme municipal visé par une accréditation.

34. Est également reportée de deux ans la date d'expiration d'une convention collective expirée avant le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur de la présente loi*) et dont le renouvellement ou le remplacement n'a pas encore été conclu à cette date.

35. Les taux et échelles de salaires ainsi que les primes en vigueur à la date d'expiration d'une convention collective visée par l'article 33 ou par l'article 34 demeurent en vigueur, sans majoration, pendant la période de prolongation de la convention collective.

Lorsqu'il s'agit de salariés auxquels s'est appliqué le premier alinéa de l'article 41 avant la prise d'effet d'une première convention collective, les taux, échelles et primes sont maintenus pendant la durée non écoulée de la période de prolongation.

36. Les articles 10 à 12 et 16 s'appliquent à l'égard d'une convention collective dont la date est reportée en application de l'article 33 ou de l'article 34, compte tenu des adaptations nécessaires.

SECTION II

RÉDUCTION DU MONTANT DES DÉPENSES AFFÉRENTES À L'APPLICATION DES
CONVENTIONS COLLECTIVES

37. Un organisme municipal doit, afin de réduire de 1 % le montant de ses dépenses afférentes à l'application d'une convention collective, donner, à chaque année à compter du 1^{er} janvier 1994, aux salariés visés, un nombre d'au plus trois jours de congé sans solde qu'il fixe ou prendre à l'égard de ces salariés l'une ou l'autre des mesures qu'il détermine parmi celles prévues par le deuxième alinéa de l'article 17.

Le premier et le deuxième alinéas de l'article 18 s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires.

38. L'organisme municipal et une association de salariés peuvent convenir de stipulations ayant pour effet de réduire d'au moins 1 % le montant annuel des dépenses afférentes à l'application des conditions de travail des salariés, à titre de rémunération et d'avantages sociaux. Ces stipulations remplacent alors, à l'égard des salariés qu'elles visent, les dispositions de l'article 37.

39. Les articles 37 et 38 s'appliquent malgré toute disposition ou stipulation inconciliable d'une loi ou d'une convention collective.

SECTION III

ÉLUS MUNICIPAUX ET PERSONNES NON VISÉES PAR UNE CONVENTION COLLECTIVE

40. La rémunération afférente aux fonctions des élus municipaux, fixée conformément à la Loi sur le traitement des élus municipaux (L.R.Q., chapitre T-11.001) et applicable dans une municipalité le 31 décembre 1993 est réduite de 1 % à compter du 1^{er} janvier 1994 et elle ne peut ensuite être majorée avant le 1^{er} janvier 1996.

41. L'organisme municipal qui détermine les taux et échelles de salaires ainsi que les primes de ses dirigeants, ses membres, ses cadres ou tout membre de son personnel non visé par une convention collective doit, pour une période de deux ans à compter de 1993, 1994 ou 1995, fixer ces taux, échelles et primes en appliquant le même plafonnement que celui applicable aux autres salariés de cet organisme.

L'organisme municipal doit en outre leur appliquer les mesures prévues par l'article 37. Il peut toutefois adopter une autre mesure

relative à la rémunération ou aux avantages sociaux de ces personnes et ayant pour effet de réaliser la réduction prévue par l'article 37. Les dispositions de cet article cessent alors de s'appliquer à ces personnes.

SECTION IV

RETRAIT

42. Un organisme municipal peut, par une résolution adoptée avant le (*indiquer ici la date postérieure de 60 jours à celle de l'entrée en vigueur de la présente loi*), se soustraire à l'application des sections I à III du présent chapitre. En ce cas les dispositions de ces sections sont réputées n'avoir jamais eu effet à l'égard de l'organisme.

43. L'organisme municipal qui prend une résolution en application de l'article 42 doit en transmettre copie à toute association de salariés accréditée pour représenter ses salariés.

Il doit, de plus, en déposer copie au greffe du bureau du commissaire général du travail. Ce dépôt a l'effet d'un dépôt suivant l'article 72 du Code du travail.

CHAPITRE IV

DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

44. Les modifications aux conditions de travail des salariés qui résultent des dispositions des articles 5 à 9, 20 et 33 à 35 sont considérées faire partie des conventions collectives liant ces salariés.

45. Malgré toute disposition inconciliable d'une loi, d'un règlement, d'un décret, d'un arrêté, d'une règle budgétaire, d'une directive ou d'une instruction, le gouvernement peut, sans autre formalité, fixer ou modifier le montant ou la date de versement de toute subvention qu'il verse ou qu'un ministre verse à un organisme public afin de tenir compte de l'application de la présente loi.

46. Un décret pris par le gouvernement en vertu de l'article 19 ou de l'article 45 prend effet à la date à laquelle il est pris ou à toute autre date antérieure ou postérieure qui y est fixée. Le cas échéant, la Loi sur les règlements (L.R.Q., chapitre R-18.1) ne s'applique pas à son égard.

47. La présente loi ne dispense pas les parties aux conventions collectives et aux ententes qu'elle vise de l'obligation de se conformer aux dispositions de la Loi sur le plafonnement provisoire de la rémunération dans le secteur public et de la Loi concernant la

prolongation des conventions collectives et la rémunération dans le secteur public, qui leur sont applicables.

48. Les articles 6 et 34 s'appliquent à une convention collective même si son renouvellement ou son remplacement fait l'objet d'un différend qui a été déféré à l'arbitrage. L'arbitre, en ce cas, est lié par les dispositions de ces articles et des articles 8 et 35 pour la période de prolongation.

49. Les articles 6 et 34 sont sans effet à l'égard des infractions au Code du travail pour des actes commis avant leur prise d'effet.

50. L'article 1 de la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale (L.R.Q., chapitre C-52.1) est modifié par l'insertion, dans la deuxième ligne, après le mot « sur », des mots « un montant correspondant à 99 % de ».

51. La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*) à l'exception des articles 17 à 22, 25 et 50 qui entreront en vigueur le 1^{er} octobre 1993.